

## L'odeur du pétrole présage de nouveaux conflits en Afrique

Patrick Simon  
Décembre 2003

La route du pétrole, des ressources en général, sent souvent un goût de conflits, de sang... Que ce soit sur les routes des Balkans, de l'Afghanistan (chemins des oléoducs et gazoducs de l'Asie centrale vers l'ouest), ou de l'Irak, que ce soit pour l'eau du Golan au Moyen-Orient, bien des guerres ont eu lieu, souvent avec en arrière plan l'intérêt des entreprises transnationales. Y compris lorsqu'il s'agit du temps de la reconstruction où l'on vient refaire ce qu'on a détruit avec à la clé de beaux profits. Et l'Afrique de l'ouest n'est pas à l'écart de ce constat. Jugeons plutôt.

L'agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une demande mondiale de pétrole en 2004 avec une augmentation d'un million de barils par jour, à 79,4 millions et atteindra en 2030 environ 120 millions de barils par jour. Et pour être moins tributaire des pays arabes, Russes, Chinois, Européens et Américains recherchent d'autres lieux. Bien sûr dans le Caucase et l'Asie centrale. Mais aussi du côté de l'Afrique de l'ouest... Vous savez, là où de nouveaux conflits surgissent

Ainsi, les milieux pétroliers du Texas comptent beaucoup sur le pétrole de l'Afrique de l'ouest. Ils font déjà pression sur le Congrès américain afin que le golfe de Guinée qui borde le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée-Équatoriale et le Nigeria, soit déclaré « d'intérêt stratégique vital ». Cela démontre aussi pourquoi les Etats-Unis s'intéressent plus qu'avant à l'Afrique. Pour eux, la richesse du sous-sol maritime ouest africain a un intérêt certain : il est plus près des raffineries du golfe du Mexique, soit deux fois moins de temps que le pétrole du Moyen-Orient, avec une économie de 35 cents le baril, selon le Petroleum Intelligence Weekly. Déjà, le Nigeria, l'Angola et le Gabon assurent 15 % de l'approvisionnement en pétrole des USA et devrait atteindre les 25 % dans dix ans... Les réserves de cette région du monde représentent pas moins de 80 milliards de barils. Les investissements dans le golfe de Guinée seront déjà à 5 milliards de dollars en 2004. Et dans les promoteurs ont retrouvé ExxonMobil, Chevron Texaco, Total Fina Elf, BP, Statoil, Norks Hydro et Shell qui attendent des réserves de 40 milliards de barils vers 2010.

Cependant, localement, les ONG dénoncent que les profits n'améliorent en rien le niveau de vie des populations. Où sont passées par exemple les recettes du pétrole nigérian de 340 milliards de dollars entre 1973 et 2002 alors que les deux tiers du pays vit en dessous du seuil de pauvreté avec à peine un dollar par jour ?

Et dans cette partie de l'Afrique, le trafic d'armes et les conflits s'intensifient. Dans un rapport en avril 1998, L'ONU dénonçait déjà la situation<sup>1</sup>. Ces conflits ont été responsables de "plus de la moitié de tous les décès causés par des conflits dans le monde entier" et ont fait plus de 8 millions de réfugiés et de personnes déplacées. Par ailleurs, le rapport indique que même au lendemain de la guerre froide, les intérêts étrangers continuent de jouer un rôle important dans la plupart des conflits, la rivalité se portant désormais sur le pétrole et d'autres ressources africaines ou encore sur le trafic d'armes, légères ou non, qui rapportent financièrement aux principaux membres du G8...

Il est donc urgent de s'atteler aux problèmes. En 1997, la nomination d'un Représentant spécial commun ONU/OUA pour la région des Grands Lacs a été une importante première qui pourrait également s'avérer utile dans d'autres situations. En ce qui concerne la communauté internationale, Monsieur Kofi Annan dit qu'il faut restructurer l'aide au développement "afin qu'elle soit axée sur les domaines où elle aura le plus d'effets et qu'elle vise à réduire la dépendance des pays". Il fait observer qu'après plus de 40 ans de programmes d'assistance technique, 90 % des 12 milliards de dollars dépensés chaque année dans ce cadre servent encore à financer des consultants non africains, en dépit du fait qu'il existe, au niveau national, des experts dans de nombreux domaines. M. Annan exhorte donc les donateurs à "faire en sorte qu'au moins 50 % des ressources qu'ils fournissent à l'Afrique soient dépensées en Afrique".

A la société civile aussi d'être vigilante et de dénoncer les causes de conflits et les situations qui aggravent la sécurité humaine, telles que les ventes d'armes, ou de ramener les budgets de défense en dessous de 1,5 % du PIB comme le propose l'ONU.

---

<sup>1</sup> Le Rapport de l'ONU peut se trouver sur Internet : <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/sgreport/afrique.htm>